

Rubrique : Société	Pge : 19
	1/2



Alors qu'un institut sur le cancer est en projet, Christian Bréchet défend des structures spécialisées au sein de l'Inserm :

## «Coordonner les efforts pour la santé publique»

C'est la grande mutation dans le monde de la recherche médicale. Alors que la lutte contre le cancer est devenue un «chantier présidentiel», on évoque la création très prochaine d'un imposant Institut de recherche sur le cancer. Bonne idée, selon la plupart des experts. Mais, dans ces conditions, quelle va être la place de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale)? L'Inserm réunit 13000 chercheurs, ingénieurs et personnels techniques, au sein de 365 laboratoires de recherches et 21 centres d'investigations cliniques. Avec un budget de 445 millions d'euros.

Quid également de l'avenir de l'ANRS (Agence nationale de recherche sur le sida), créée il y a dix ans en marge de l'Inserm pour dynamiser les recherches sur le VIH? Faut-il tout recentraliser? A l'heure où apparaît un besoin de cohérence, le professeur Christian Bréchet, qui dirige l'Inserm depuis deux ans, fait le point.

**Où va l'organisation de la recherche médicale? Il se dit qu'en ces temps d'incertitude, le «monstre» Inserm veut tout régenter.**

Nullement. Un institut de recherche comme l'Inserm doit soutenir une recherche, clinique comme fondamentale, «libre», seule capable de générer les concepts nouveaux de l'avenir. Mais cette ap-

proche n'est pas incompatible avec la nécessité de coordonner les efforts de recherche sur certains grands problèmes de santé publique, et de donner plus de visibilité et de cohérence

à ces efforts. Dans ce but, l'Inserm réfléchit de façon concrète à la mise en place d'instituts de recherche thématiques, comme cela se fait depuis longtemps aux Etats-Unis avec les NIH (*National Institutes of Health*). Ces instituts «hors les murs», articulés autour de campus et d'instituts «en murs», devraient fonctionner à deux niveaux: en identifiant les meilleures équipes travaillant de façon très majoritaire sur le thème en question et en les soutenant de façon renforcée, mais aussi en coordonnant des appels d'offres ouverts à l'ensemble des formations de recherche.

**Sur la lutte contre le cancer, on s'oriente vers la création d'un grand institut qui mêlerait recherche et prévention. Et vous êtes reçu, demain, par le ministre de la Santé sur cette question.**

Le projet de création d'un tel institut est une initiative majeure et une opportunité extraordinaire. Cela me paraît pleinement cohérent avec l'évolution de l'Inserm dont nous parlons. Faut-il créer

pour autant un nouvel organisme, totalement autonome? Ce n'est évidemment pas à moi de donner la réponse mais il

me semble qu'une adaptation des modes de fonctionnement administratif de l'Inserm, seul organisme de recherche à bénéficier de la double tutelle des ministères de la Recherche et de la Santé, permettrait de répondre à ces craintes sans

avoir à créer de nouvelles structures avec un coût certainement majeur.

**Quels seront les grands thèmes des autres instituts?**

Les instituts que nous envisageons actuellement de créer concernent, outre la santé publique, la nutrition, le système cardio-vasculaire, le diabète, le cancer, les maladies infectieuses. Et le sida pourrait s'inscrire dans cette approche qui respecterait totalement la visibilité de ce problème majeur de santé, l'effort financier qui doit lui être consacré ainsi que son autonomie de fonctionnement et de direction.

**Tout cela paraît cohérent. Des instituts de recherche par grands thèmes. Et l'Inserm, coordonnant l'ensemble. Pourtant, on assiste à une levée de boucliers des chercheurs de l'ANRS qui ne veulent pas être intégrés à**

Rubrique :	Pge : 19
Société	2/2

## **L'Inserm.**

Le malentendu est de plusieurs natures. D'abord, l'Inserm est parfois «jugé» comme incapable de gérer le suivi entre recherche clinique et recherche fondamentale. Or, on l'oublie un peu, des efforts énormes ont été réalisés en ce sens et, dès aujourd'hui, l'Inserm participe à plus de cent essais cliniques. Enfin, c'est l'Inserm qui recrute les chercheurs et le personnel technique, temporaire et permanent, pour cette agence qui n'a pas la capacité de recrutement.

**Mais pourquoi alors cette**

## **fronde de l'ANRS contre vos projets?**

D'abord, je veux dire que j'ai un regard très positif sur le travail de l'ANRS depuis dix ans. Elle a donné une visibilité réelle à la recherche sur le sida au niveau national et international, et a su travailler avec efficacité avec les associations de malades. Pour autant, tout n'est pas parfait et je suis toujours un peu surpris par un «triomphalisme» probablement excessif. Je le répète, l'Inserm n'a pas le souhait de diluer l'effort sur le sida, ni d'en diminuer l'ampleur. Nous

pensons seulement que la simple transformation de l'ANRS en institut de recherche sur le sida permettrait de conserver le même mode de fonctionnement, tout en renforçant l'efficacité, en particulier en clarifiant la relation entre l'agence et l'In-

serm sur la question, fondamentale pour l'avenir de la recherche sur le sida, du recrutement de personnel. De même, cette réflexion ne diminuerait en rien l'effort entrepris vers les pays en développement ●

Recueilli par **ERIC FAVEREAU**  
(Lire également page 6)



*Christian Brechot,  
directeur  
de l'Inserm.*



PATRICK AILLARD, REA

*Un laboratoire de l'Inserm, à Paris. L'institut national réunit 13 000 chercheurs.*